

Covid-19

Ayons une attitude responsable

Restons chez nous et appliquons les consignes données par le gouvernement. La rédaction

593

L'information est l'oxygène des temps modernes

LUNDI **27 AVRIL** 2020

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

Législatives 2020









Les prémices d'une crise post-électorale



Soumaïla Cissé : Enfin une cellule de crise pour sa libération



Moussa Timbiné Vs Bocary Treta : Une guerre en somme nulle pour l'instant





Roussondons 2020

A l'occasion du mois béni de ramadan 2020,

la rédaction de votre quotidien préféré Malikilé vous souhaite un bon ramadan. Puisse Dieu nous protéger et benir le Mali.

Malikilé vous remercie pour votre fidélité.

Sommaire «

Une	Législatives 2020 : Les prémices d'une crise post-électorale	P.4
Brèves	COMMUNIQUE: Une délégation du mouvement "les étoiles de Soumaïla Cissé" chez le garde du corps décédé du président Soumaïla Cissé COVID-19: Un haut gradé de l'armée testé positif Crash du Tucano: L'avion a-t-il été abattu? Ecole Nationale de Police: Affaire de la fille ayant accouché en pleine formation11 Communique du gouvernement de la République du Mali sur la fin de la quarantaine des Maliens venus de la Tunisie Axe Gao – Kidal: Une attaque contre le convoi de la MINUSMA fait un mort et deux (2) blessés Coronavirus au Mali: Le député Hadi Niangadou guéri Ménaka: Incendie au camp de la MINUSMA	P.10 P.10 P.10 P.11 P.11 P.12 P.12 P.12
Actualité	IBK face à Covid-19 : Courage, fuyons ! Liberté de la presse en 2020 : Le Mali classé 108ème sur 180 pays 69ème session du conseil d'administration de la BDM-SA : •Les comptes consolidés du Groupe BDM affichent une performance remarquable	P.14 P.15
	Bientôt des succursales au Sénégal et au Togo Fin de la guéguerre entre le contrôle financier et le trésor : Le directeur national du Contrôle financier désavoué par Boubou Cissé	P.16 P.18
Politique	Soumaïla Cissé : Enfin une cellule de crise pour sa libération Le président du MPR, Choguel Kokala Maîga : "Avant la fin du mandat de IBK ou juste après lui, ils provoqueront la énième rébellion pour parachever le processus	P.19
	de partition du Mali" "Au lieu d'un Etat démocratique, le régime est en train de consolider les fondements d'une Oligarchie ploutocratique qui acceptera toutes les compromissions" Moussa Timbiné Vs Bocary Treta : Une guerre en somme nulle pour l'instant	P.21
Culture & société	Covid-19 et Ramadan : Des citoyens se prononcent	P.26
International	Coronavirus: Le Sénégal reste prudent au sujet du «remède» malgache Une analyse de Charlie Hebdo. "Un désastre. C'est tout simplement un désastre que vit actuellement la France	P.27 P.28
Sport	Football : Cinq choses à savoir de notre compatriote Cheick Tidiane Diabaté Covid-19 : La FIFA annonce un fonds d'aide pour sauver le football	P.29 P.30

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)

Siège: Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye

Niass - Faladié (Bamako - Mali)

Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com

Site Web: www.malikile.com Contacts: +223 70 44 22 23

- Redacteur en Chef : Amadou TALL
- Rédaction Générale: Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo
- **Gérant**: Moctar Sow
- Service Commercial: Youssouf Diarra

Secrétariat : AZIA Bénédicte















Législatives 2020 : Les prémices d'une crise post-électorale

ais qu'est-ce que Konimba Sidibé, Tieman Hubert Coulibaly, Amadou Koita ou encore Oumar Mariko et Moussa Timbiné peuvent- ils défendre ensemble ? D'ailleurs qu'ont-ils en commun ? On peut sans risque de se tromper dire la défense de l'intégrité du processus électoral ayant abouti à l'annonce par le ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation des résultats provisoires complets du deuxième tour de l'élection législative de 2020. Qui seront validées par la Cour constitutionnelle.

L'élection au Mali, depuis belle lurette est devenue une formalité sans substance ni consistance. Un simple vernis démocratique dont les résultats n'ont absolument rien à voir avec la volonté du citoyen.

Les résultats proclamés, prétendument sortis des urnes, souffrent de trois tares majeures. La première est l'achat du vote au coin de la rue menant au centre de vote. Au su et au vu de tous, on aperçoit très souvent d'élégantes dames avec des sacs bourrés d'argent entreprendre les passants, leur remettre des bulletins de vote prévôtés et une avance en espèces sonnantes et trébuchantes. De nombreuses vidéos ont témoigné de ces pratiques sans aucune conséquence pour leurs auteurs. Mieux, il arrive quelque fois qu'ils soient interpellés par la police mais ils sont toujours relâchés sur des « coups de fil ». Venus d'où ?

Le bourrage d'urnes, avec ou sans violence et toujours avec la complicité des administrateurs



(préfets et sous-préfets) et de présidents de bureaux de vote corrompt régulièrement les élections au Mali. C'est ainsi que les pus forts scores sont obtenus dans des zones sans électeurs, des zones d'insécurité ou dans le bureau du sous-préfet. Quelque fois le nombre de voix obtenus par tel ou tel candidat dépassent le nombre total de suffrages exprimés voire d'électeurs inscrits.

Enfin la falsification des résultats est un sport électoral national dans un pays ou la proclamation des résultats bureau de vote par bureau de vote ne s'est fait qu'une seule fois et encore, après la proclamation des résultats par la Cour constitutionnelle.

Mis bout à bout ces pratiques faussent tous les résultats et l'élection, pour ainsi dire devient une distribution de prix aux siens, aux amis et aux alliés.

C'est contre cette mafia électorale que se dressent aujourd'hui des leaders politiques qui, quelque fois, ne peuvent se voir même en peinture, mais qui dénoncent les mêmes fraudes électorales.

Konimba Sidibé du Modec, qui avait tiré la sonnette dès avant le 1er tour quand le préfet de sa circonscription de Dioila avait convoqué tous les chefs de village pour leur prodiguer la bonne parole c'est-à-dire le bon choix électoral. A l'issue du 2ème tour il a lancé un appel sans équivoque « Hélas, n'en doutez point, les ré-

sultats de ces élections au niveau national comme les précédentes seront totalement décalés par rapport au niveau de souffrance des populations et leur désir très fort de changement de gouvernants.

Je suis donc très inquiet car l'échec du vote citoyen à assurer une régulation pacifique de l'alternance démocratique au pouvoir à cause de la corruption et de la fraude électorales ouvre la porte à des voies de changement au coût social très élevé et aux lendemains incertains dont nous souhaitons tous faire l'économie.

Notre engagement pour le Mali reste intact tout comme notre détermination pour le changement de gouvernance. Nous tirerons les leçons de plus de 20 ans de pratiques dévoyées de notre système démocratique. J'invite tous à la réflexion et l'action politiques. »

Oumar Mariko de Sadi déclaré battu dans son fief de Kolondiéba accuse tout à la fois IBK, le système et ses concurrents : « Le parti a été victime d'une fraude électorale, de vols, et de violation du Code électoral par les candidats du Rpm, Sidiki N'Fah Konaté, et





de l'Urd, Daouda Moussa Koné. Mais cela ne nous étonne pas, parce qu'IBK a été aussi élu sur la base des mensonges. De la même manière que le président de la République s'est fait élire sur des mensonges, il a aussi laissé le candidat Sidiki N'Fah Konaté, candidat du Rpm à Kolondiéba et son colistier de l'Urd à se faire élire à l'Assemblée nationale par des mensonges et des violations du Code électoral»

« Il n'y a pas eu d'élection à Kolondiéba... Ils ont fait élire leur candidat parce qu'ils sont au pouvoir. Nous ne sommes pas d'accord avec les résultats et nous ne lâcherons jamais le combat. Nous revendiquerons la justice par tous les moyens. Le parti se tiendra debout pour conquérir le pouvoir. Le temps de la souffrance est arrivé à son terme. Le pouvoir a mis ce complot en place contre SADI.

A Douentza, au centre du Mali, c'est l'Union des associations de Jeunes de Douentza qui « s'indigne des faux résultats des élections législatives 2020 dans la circonscription électorale de Douentza. En effet, l'irrégularité, le bourrage d'urne, le tripatouillage et le truquage ont ponctués les scrutins notamment dans les communes de Djaptodie, Gandamia, Dalla, Hombori, Boré, Boni, Kerena.

Par conséquent la jeunesse de Douentza exige la démission sans délai du préfet de Douentza M. Massa Sangaré, le principal auteur "du coup contre le peuple de Douentza », il a validé et légalisé la fraude électorale en faveur de l'alliance de "son camp".

C'est le 22 avril dernier que les présidents des partis politiques UDD de Tieman Hubert Coulibaly et PS Yeleen Kura du ministre Amadou ont signé une Déclaration musclée qui met en exergue des pratiques difficilement acceptables en Démocratie « Aujourd'hui, nous faisons le constat amer que quelques ploutocrates qui sévissent dans notre pays n'ont pas désarmé. Ils ont engagé une manœuvre de falsification de la volonté des lecteurs de Monti.

Décidés à jamais, quelque (sic) soit le prix, à larder le visage déjà éprouvé de notre Nation, à présenter la face hideuse de la démocratie malienne, voilà que des responsables administratifs, complices d'acteurs politiques disqualifiés, créent des voix pour nos adversaires dans des localités où de vote il y a en eu guère.

Nous prenons les opinions nationale et internationale à témoin et de demandons qu'un coup d'arrêt sans fioritures soit donné à cette opération. Pensons aux populations de Mopti qui souffrent déjà le martyr en raison de l'insécurité et la crise communautaire aux conséquences économiques effroyables. Évitons une crise post-électorale à Mopti.

Nous appelons les autorités maliennes à la vigilance car ces élections sont supposées participer au règlement de notre crise et à la pacification de notre pays.

Nous rappelons à tous les acteurs nationaux que les mêmes causes produiront toujours les mêmes effets. L'injustice insolente d'aujourd'hui produira inévitablement le conflit de demain.

Nous exigeons que les voix artificielles créées soient annulées et que puissent siéger à l'Assemblée nationale ceux qui ont été désignés par le Peuple. Il n'y aucun doute que celui qui a triché pour être élu conduira son mandat sur la même base. Le Mali mérite autre chose. Le Mali demande autre chose. »

Ainsi donc, opposition comme majorité, dans un réflexe républicain démocratique dénoncent la fraude électorale à grande échelle. Votre journal Malikilé, dans de précédentes parutions avaient déjà fait cas de vigoureuses protestations d'autres alliés piétinés du pouvoir. Le ver est dans le fruit. Moussa Timbiné qui dénonce nommément le ministre de l'Administration territoriale n'en dit pas moins.

MOCTAR SOW



« LU SUR LA TOILE »

Arouna Modibo TOURÉ

Ramadan Moubarak Saïd à tous ! Qu'Allah nous accompagne dans cette période si difficile, qu'Il nous assiste et nous renforce dans notre spiritualité et nos valeurs de paix et de fraternité #ramadan2020 #Mali

Kassim Traoré

Bonsoir à tous Très sereine et heureuse de retourner parmi les siens ce jour. Je rend grâce à allah le tout puissant miséricordieux. Je vous remercie pour le soutien total. Nianian Aliou Traoré ORTM

mountagatall

JOURNÉE MONDIALE DE LUTTE CONTRE LE PALU-DISME Le paludisme existe toujours et continue de tuer (405 000 décès en 2018). Ne l'oublions pas. RES-TONS MOBILISÉS. MALGRÉ LE COVID-19. Lire : https://facebook.com/ 11765352831063

Le début du mois sacré de Ramadan m'offre l'occasion de souhaiter aux musulmans du Mali et du monde entier des moments de prières ardentes, de vœux exaucés, de solidarité, de partage. Prions pour un Mali réconcilié, en paix et le retour de Soumaila Cissé. Pensées aux FDS.



Diakité Modibo

Dr Choguel Kokala Maiga et Me Mountaga Tall sont des avertis politiques. Ils aiment le Mali plus que le PR IBK.



COVID19, Ou sont passé les promesses d'IBK et son Gouvernement ? Dette publique s'augmente et pas de résultats.

COVID19 renforce ma foi en Allah unique. Le Monde s'est arrêté en clin d'œil.

Allah, nous vous implorons de venir en aide à nos malades et de nous préserver contre COVID19.

Vous avez dit pendant la campagne électorale que la Cour Constitutionnelle est concubine. Attendons voir si cela se confirme.

COVID19: 22millions d'américains ont perdu leur travail. Source TV5

A Kalaban Coura, je peux amener dix électeurs témoins qui ont trouvé que d'autres ont voté à leurs places.

C'est fini le banditisme au col blanc en CV, nous mettrons fin par tous les moyens. C'est l'oeil dans l'œil.

Kassim Traoré

COVID-19: SOS Hôpital Fousseni Daou de kayes. En ce temps de pandémie à la date d'aujourd'hui aucune aide ou donation n'est arrivée à kayes. Les patients souffrent, le personnel souffre.



Ibrahim O Traore

Comment on peut esperer sur la transformation de la verité en mensonge? KO la COUR ,Donc vous vivez du mensonge?DE GRACE.



Nous demeurerons pauvres mais ne serons jamais à vendre. Ce temps est révolu. Ehhh Oui.

Malick Konate

Dimanche 26 avril 2020 : 19 nouveaux cas confirmés de #Covid19, 21 guéris et 02 décès. Total : 389 cas positifs, 23 décès et 112 patients guéris.



Monsieur le Président de la République, je vous informe que les 10 millions de masques qui sont arrivés à la veille du scrutin du deuxième tour des élections législatives ne sont pas des masques lavables. On a été floué quelque part sèbèla. #Covid19

Patisakana ! J'avais oublié... si tu es entrain de boire - il faut arrêter maintenant. Il est l'heure. Rendez-vous à 18h47mn Jour3 - J-27 ou 26

Hum le village blanc a failli m'attrapé. Lahawla ! Bon appétit à tous !

Merci EDM pour le clin d'œil Dieu vous voit.

Le ramadan est un mois de partage.

N'oubliez pas les célibataires qui n'ont pas pu préparer aujourd'hui... c'est important.

Malick Konate a partagé un souvenir.

Pour l'intérêt du pays, nous nous disons "Boua Ka Bla wa Boua Ba

« LU SUR LA TOILE »

Bla" Tèble Dramé #ConfPress #PARENA #MP Malick Konate a partagé un souvenir.

"Depuis plusieurs mois, le président de la République, Chef suprême des armées, est en possession de deux rapports explosifs sur des détournements massifs de ressources financières destinées à nos forces. Il n'a pris aucune sanction administrative contre ceux qui se sont livrés à ces détournements.

Il n'a ni publié lesdits rapports ni saisi la justice." Tièble DRAME #ConfPress #PARENA #MP



Ammy Baba Cisse

Plusieurs personnalités ayant contracté le COVID19 sont confinées secrètement à leurs domiciles en attendant qu'elles guérissent



Il y a trois ministres que Boubou tente de trahir. Ils se battent pourtant mieux que lui.

En faisant un tour dans les rues de la commune l, je constate que certains jeunes sont assis ou arrêtés devant leurs portes

Il y a beaucoup de personnes testées positives dans le directoire de campagne d'un candidat.

Les sous-préfets sont les principaux acteurs du banditisme électoral dans certaines localités.

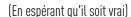
Il y avait beaucoup de ministres qui estimaient Boubou Cissé. Mais ils sont indignés par son insensibilité et sa prétention.

Ceux qui ont applaudi le retour cantonné de l'armée sont-ils convaincus que le DNI a dit cela? Les FAMa sécurisés par des bandits Le Mali a été trahi par tous ceux qui ont participé au DNI et qui savent que les conclusions ne sont appliquées.

Les centristes doivent être nombreux au parlement si la parole donnée est respectée.

Amadou Tall

COUVRE FEU : Aucun changement. Communiqué du ministre compétent. Contre un "Faux vocal".





Quelle que soit la somme, on ne l'a connaît pas encore, le geste est grand. C'est l'occasion pour saluer d'autres footballeurs avant lui. N'oublions pas les soignants maliens. Qui se considèrent comme des soldats. Des soldats peu armés mais qui monteront au front ("Nous sommes obligés ").

Les soignants maliens sont à mains nues face à l'ennemi.



GUERIR DU #COVID19 : LE REMÈDE MIRACLE DE RADIO #NIÈTA - Incroyable, hein? Mais vrai!

Nièta (progrès, essor, ...) est le sambalagnô des radios islamiques au Mali : venir après tout le monde, et depasser tout le monde en un clignement d'yeux. Né en 2013 avec toutes ses dents, c'est elle seule qui interviwait les chefs #jihadistes en direct.

Donc Nièta, qui est promis à un destin grandiose, n'est pas n'importe quelle radio. Donc, tout ce qui se dit sur les antennes de cette radio ne peut être que dique d'intérêt.

Et ce matin, Nièta a proposé son remède miracle pour guérir de la maladie à #coronavirus.

Il est à la portée de tout le monde. Tout le monde. Avec une hache. Faire bouillir l'eau. Y mettre la partie en faire de la #hache. Récupérer l'eau et en faire boire au malade atteint.

La guérison est imparable, affirme le spécialiste. Son contact téléphonique est disponible.

#MoussaMARA, bien noté?

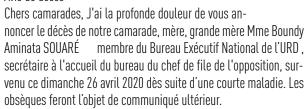


« LU SUR LA TOILE »



Moussa Sourou Dembélé

Bijou Toure, Avis de décès



A sa famille durement éprouvée L'URD présente ses condoléances les plus attristées.

Que Dieu l'accueille en son saint paradis.

Le secrétaire à la communication

Me Demba Traoré

Officier de l'Ordre National



RFI

@RFI Coronavirus: 22 856 décès en France, nette baisse du bilan sur 24 heures avec 242 décès (officiel) https://rfi.my/5o29.t



Tiéoulé Mamadou Konaté

Il existe des mots auxquels on peut prêter le sens que l'on veut. C'est le cas du mot "système". Un #système, ça ne veut rien et tout dire à la fois. Parfois, ceux qui l'emploient veulent masquer leurs lacunes Ou, transformer leurs opinions en faits, sans arguments probants

Le Monde

Covid19 EN DIRECT | Le conseil scientifique a transmis à l'exécutif son avis sur la sortie progressive du confinement. Il insiste sur le risque de rebond en cas de relâchement trop soudain des mesures de contrôle.

Larmes des pauvres

Stop_Fakenews au moment où le président prie dans des mosquées pour le retour de la paix au #Mali, des individus malveillants sont adossés au mur pour maudire le pays.



L'œil du Mali

C'est ça même le problème on ne connait même pas ces gens car une zone stratégique comme la zone allant N'gouma--N'gorkou-Koumaira- Banikane et Saraféré qui peut vous amener en Algérie et Burkina échappe au contrôle de nos chers dirigeants ne peut que donner un résultat pareil.



COMMUNIQUE : Une délégation du mouvement "les étoiles de Soumaïla Cissé" chez le garde du corps décédé



e jour à Bankoni dans la capitale Bamakoise, une délégation du mouvement "Les Étoiles de Soumaïla CISSÉ" conduite par son Président Dr Ismaël DEMBÉLÉ, son Secrétaire Général Bah TRAORÉ. Bob BORÉ du Bureau Exécutif National de l'URD. ex-otage et de Seydou COULIBALY du bureau URD de la Commune 3, a rendu une visite de courtoisie à la famille de feu Mohamed CISSÉ, garde du corps de l'Honorable Soumaïla CISSÉ décédé. En ce mois béni de Dieu, la délégation a une fois de plus témoigné de son soutien à la famille éplorée et prier le bon Dieu pour le repos de l'âme du défunt. La délégation a par la suite remis des dons en nature (denrées alimentaires) et une enveloppe symbolique à la famille. Le mouvement "Les Étoiles de Soumaïla CISSÉ" ne pouvait pas rester insensible en ce mois de Ramadan sans témoigner à la famille de feu Mohamed CISSÉ de son soutien fraternel. Et pour une personne qui a servi le Président Soumaïla CISSÉ avec bravoure et loyauté durant de nombreuses années jusqu'à son dernier souffle, cela est à récidiver. Feu Mohamed CISSÉ a été assassiné le 25 mars dernier lors de l'enlèvement du Président de l'URD, l'Honorable Soumaïla CISSÉ, et de ses collaborateurs qui eux seront libérés par vagues successives. Depuis le 25 mars à aujourd'hui, l'Honorable Soumaïla CISSÉ est toujours entre les mains des ravisseurs.

Nos remerciements au BEN de l'URD pour son soutien apporté à la famille du brave Mohamed CISSÉ, ce depuis son décès. Le mouvement "Les Étoiles de Soumaïla CISSÉ" sera toujours aux côté de la famille de feu Mohamed CISSÉ. Bamako le 25 avril 2020

Abdoulaye OUATTARA, Coordinateur Général

COVID-19 : Un haut gradé de l'armée testé positif

ême s'il ne se propage pas à un rythme inquiétant dans notre pays (Dieu nous en préserve, d'ailleurs), force est de reconnaître que le Covid-19 est à prendre très au sérieux surtout que les victimes à se comptent par dizaines dans notre pays. Surtout que cette pandémie n'épargne personne, ni vieux, ni jeune, ni pauvre, ni riche. Aux dernières nouvelles, en plus d'un agent en service à la Direction

Crash du Tucano : L'avion a-t-il été abattu ?



n super Tucano de l'armée malienne, avec à son bord deux personnes, le pilote et le copilote (le Capitaine Moussa Maïga et le Sous-lieutenant Mamadou B. Traoré), s'est écrasé le mardi 7 avril dans le camp (Armée de Terre) militaire de Sévaré. Les deux occupants n'ont eu aucune chance et sont tous morts sur le coup.

Officiellement, il a été annoncé l'ouverture d'une enquête pour établir les causes du drame. D'ores et déjà, on peut dire que, sur des images, on voit l'avion piquer du nez en quelques secondes, comme s'il y avait eu, subitement, une panne technique.

Ce qui a suscité un grand nombre de questionnements dans la population et chez les observateurs. Pourquoi le pilote et le copilote n'ont pas pu s'éjecter ? L'avion a-t-il eu une panne technique ? N'était-il pas en bon état ?

Des questions sans réponse auxquelles vient s'ajouter une autre thèse. Celle relative à de probables tirs ennemis essuyés par le Super-Tucano de retour de mission de Tombouctou dans la zone de Bambara Maoudé. Une thèse privilégiée depuis qu'il a été signalé la présence d'hommes armés non identifiés et qui ont tiré hier matin sur un hélicoptère de la Minusma dans la même zone. À suivre....



des Finances et du Matériel du ministère du Tourismes, ce serait un haut gradé (un Général, dit-on) de l'armée qui aurait été testé positif au Covid-19.

Heureusement, a-t-on appris, et lui et tous les autres malades, sont pris en charge par les services compétents et l'état d'un grand nombre d'entre eux s'améliore.

Ecole Nationale de Police : Affaire de la fille ayant accouché en pleine formation



e Directeur Général de la Police frappe fort ! Depuis quelques jours, les réseaux sociaux font leurs choux gras d'un cas d'accouchement à l'Ecole Nationale de Police, concernant une recrue en formation.

De quoi s'agirait-il réellement?

Pour les faits, le dimanche 19 avril 2020, le personnel d'encadrement du Centre de formation constate l'accouchement d'une jeune recrue en formation. Une situation des plus anormales, d'autant plus que ladite formation était au terme de son quatrième mois. Il n'en fallait pas plus pour susciter un lever de bouclier. De supputations en supputations, tout ou presque a été dit, sauf sur la réaction quasi instantanée des autorités policières qui y ont vu un manquement grave aux règles prescrites.

En attendant les conclusions de l'enquête ouverte à cet effet, le Directeur Général de la Police a, en toute responsabilité, pris des mesures à l'interne sous forme de sanctions de premier degré, les plus élevées, relevant de son attribution. Cela, après avoir eu connaissance du rapport du Directeur de l'École et du Médecin chef de l'infirmerie de ladite École. Ces sanctions sont prises sans préjudice des poursuites de celles du second degré qui pourraient être prononcées par le Conseil de discipline. Ainsi, les sanctions du 1er degré sont prises à l'encontre des responsables suivants :

- Un avertissement pour le Directeur de la Formation, le Contrôleur Général Mamy SYLLA ;
- Trente (30) jours d'arrêts de rigueur pour les Contrôleurs Généraux Seydou DIARRA, Directeur de l'École Nationale de Police, et Mamady COULIBALY, Médecin chef de l'infirmerie de l'École ;
- Le Directeur du Centre de Formation d'Aptitude Physique de la Police (DCFAP), le Commissaire Principal Moussa BENGALY a été relevé et écopé trente (30) jours d'arrêt de rigueur. L'ensemble de l'encadrement a été relevé, sans préjudice des sanctions que pourrait lui infliger le Conseil de discipline. Ils ont également été présentés à l'Inspection de la Police Nationale pour des besoins d'enquête.
- Quant au Lieutenant de Police Daouda TRAORE, il a écopé de dix (10) jours d'arrêt de rigueur avec une demande d'augmentation (DA).

 Des sanctions exemplaires qui en disent long sur la volonté affichée du

Communique du gouvernement de la République du Mali sur la fin de la quarantaine des Maliens venus de la Tunisie



e gouvernement de la République du Mali informe l'opinion nationale et internationale de la fin de la période d'observation des Maliens rapatriés de la Tunisie, le 12 avril 2020.

Conformément aux mesures de prévention édictées par les autorités sanitaires, les 128 compatriotes rapatriés avaient tous été soumis à un contrôle sanitaire suivi de prélèvements pour le laboratoire avant leur installation à l'hôtel.

Après deux semaines de confinement dans des conditions sécurisées, les résultats des prélèvements des 128 personnes se sont révélés négatifs au Covid-19. Les personnes concernées sont autorisées ce jour à quitter les sites de mise en observation.

Le gouvernement salue le sens de coopération et l'esprit de responsabilité de chacun des rapatriés de la Tunisie et souhaite prompt rétablissement à tous les malades du Covid-19.

Le Gouvernement salue le professionnalisme et l'esprit d'engagement du corps médical national dans la lutte contre la maladie à Coronavirus

Bamako, le 25 avril 2020

Le Gouvernement, Le Ministre de la Communication, Chargé des Relations avec les Institutions, Porte-parole du Gouvernement Yaya Sangaré Officier de l'Ordre National

Directeur Général de la Police Nationale, l'Inspecteur Général de Police Moussa AG INFAHI de faire régner l'ordre et la discipline dans les rangs de la Police Nationale. Par ailleurs, contrairement à des informations circulant sur les réseaux sociaux, aucun autre cas du genre n'a été constaté à l'École Nationale de Police.

Quant à la fille à l'origine de cette affaire, elle a été exclue de l'Ecole.

O. DIAKITÉ

Axe Gao – Kidal : Une attaque contre le convoi de la MINUSMA fait un mort et deux (2) blessés



a MINUSMA a tenu son point de presse hebdomadaire hier 23 Avril 2020. À l'occasion, le porte-parole de la MINUSMA, Olivier Salgado, a fait le compte rendu des activités menées dans la cadre de la mission. À l'occasion, il a annoncé l'attaque d'un convoi logistique à vers le nord. Il a fait le point sur la situation de Covid-19 au sein de la MINUSMA. Le Directeur de la Division des Affaires électorales de la MINUSMA, Monsieur Kacou Assoukpe, s'est prononcé sur le dernier tour des élections législatives soutenu par la MINUSMA.

Selon le porte-parole Olivier SALGADO, des incidents ont été enregistrés et même affecté la MINUSMA. « Le 20 avril, un convoi logistique de la MINUSMA a été attaqué par des individus armés à bord de motos, sur l'axe Gao – Kidal. La MINUSMA déplore le décès d'un civil contractuel et deux blessés dont un Casque bleu », a-t-il annoncé à la presse lors de cette visioconférence.

Souhaitant un excellent mois de Ramadan à ceux qui observeront le jeune, il a eu une pensée particulière pour les patients atteints du Covid-19 à qui il a souhaité un prompt rétablissement, ainsi qu'à tout le personnel de santé au Mali, mobilisé contre la maladie.

À ce jour, 26 membres du personnel de la MINUSMA ont été contaminés par le Covid-19 et ont été pris en charge par les autorités sanitaires. Ils sont placés en isolation et reçoivent les soins adéquats. À signaler également que 2 cas précédents sont maintenant, guéris, et c'est une bonne nouvelle, et cela porte le nombre de cas actifs MINUSMA à 24 (cas confirmés – cas guéris).

Il est important de noter que les cas MINUSMA sont immédiatement isolés et pris en charge médicalement à Bamako.

Les mesures pour éviter la propagation du virus se renforcent. Il y a deux semaines, on annonçait la suspension de nos lignes aériennes sauf pour cargo et urgences médicales, cette mesure vient d'être renouvelée pour deux semaines. «Dans nos camps également, les mesures se renforcent avec la multiplication de dispositifs de lavage des mains, désinfection bihebdomadaire des installations sanitaires, contacts permanents avec les équipes de riposte de COVID-19 locales, mais aussi la fermeture de lieux collectifs ou lieux de culte, entre autres. Nous sommes tous concernés et la MINUSMA adapte ses mesures en fonction de l'évolution de la propagation du virus au Mali, en parfaite coordination avec les autorités locales et l'OMS », a-t-il fait savoir.

KOMI

Coronavirus au Mali : Le député Hadi Niangadou guéri



éélu député en commune II du district de Bamako, d'après les résultats provisoires du second tour des législatives, Hadi Niangadou a indiqué ce 25 avril s'être rétabli de l'infection du Covid-19. Il avait annoncé le 12 avril avoir été infecté par le Coronavirus. Karim Keita, son colistier, avait de son côté été testé négatif.

« Je tiens à saluer le corps médical qui n'a ménagé aucun effort pour me prodiguer avec empathie le traitement adéquat », s'est réjoui l'honorable Hadi Niangadou.

Ménaka : Incendie au camp de la MINUSMA



Ce soir 25 avril 2020, une partie du camp de la MINUSMA à Ménaka a pris feu. Il s'agit d'un bâtiment de logement des militaires. Cet incendie n'est pas lié à une attaque quelconque.

Selon notre source, il n'y a ni mort et ni blessé, mais des dégâts matériels sont constatés.

Nous ignorons les causes de ce sinistre. Les enquêtes sont ouvertes.



MBLE NOUS POUVONS

IBK face à Covid-19 : Courage, fuyons!

L'ex « Kankeletigui » a très tôt pris au sérieux le Covid-19. Certes, il expose les autres au mal, mais lui-même se protège. Car, il en a une peur bleue. C'est presque l'obsession. Donc, il se barricade à plusieurs tours. Et c'est pathétique la façon dont il s'en protège.



ous ne sommes pas égaux face aux maladies liées au Coronavirus. Une étude récente vient, du reste, de montrer que 14% de la population Newyorkaise (USA) ont développé des anticorps contre le nouveau virus. Plusieurs paramètres entre en effet en jeu : la constitution physique, l'état de santé général, l'alimentation, l'âge ou les maladies chroniques, etc. On constate que IBK est défavorisé par certains de ces critères. Notre sujet n'est plus tout à fait jeune et il est de notoriété publique que son état de santé général n'est pas tout à fait top niveau. Pour les maladies chroniques, tout malien qui a son âge en traîne pour ne pas dire plus. IBK est donc potentiellement une proie facile pour le mal. Et il en est conscient. Et il s'en protège. À l'excès.

Fuir Covid-19 comme la peste

Et IBK a développé tout une batterie de défense contre ce coronavirus. Certains sont visibles par tous et d'autres non. Par exemple, les conseils de ministres se tiennent désormais par visioconférence. On n'y voit IBK avec son seul premier ministre à ses côtés.

C'est pareil pour les rencontres à l'international. Comme l'on a pu le constater avec ses pairs de l'Union africaine. En fait, 'IBK Air One 'est cloué au sol, il ne vole plus. Son 'propriétaire' ne voyage plus ni à l'intérieur, ni à l'extérieur. Par peur d'être contaminé. Il est terré chez lui comme un moine templier. IBK ne sort plus du tout de la maison. Pour le grand bonheur des populations de Sebenikoro et autres car quand IBK doit sortir, tout le monde est bloqué sur place. On coupe la circulation sur son itinéraire totalement. Et les gens l'attendent sous le soleil ou la pluie pour pouvoir continuer. Cela peu durer plus de deux heures de temps. C'est très pénible.

Non seulement le 'Bourgeois' ne bouge plus d'un iota, par frousse d'aller se donner au Covid-19, mais il ne reçoit plus non plus. Pour les mêmes motifs de peur de la maladie. Ils se comptent désormais ceux qui ont le privilège de franchir sa porte. Ladji Bourama est tétanisé par l'idée d'être infesté; une vraie hantise.

Une vraie psychose qui fait que le suzerain de Sebenikoro dispose d'un impressionnant arsenal de guerre contre le virus : masques, gants, gel, etc. Son cri de guerre est : « Ça ne passera pas par moi ». On a pu voir aussi tout le dispositif déployé et toutes les précautions prises pour lui seul lors des législatives. Tout le Mali sait combien il est excessif et rigide dans tout ce qu'il fait.

S'hyperprotéger, exposer les autres

Si le père de famille Mali se protège avec obsession, qu'en est il pour les autres membres de la famille ? Les citoyens ? Là, la musique change du tout au tout.

C'est en décembre 2019 que le monde a découvert la Chine aux prises avec ce nouveau virus qui a vite franchi les frontières. Une épidémie que l'OMS ne tardera pas à classer pandémie. Dès lors, la réaction de tout Numéro 1 devait être de se soucier de son petit monde. Il a fallu que le président Emmanuel Macron s'exprime le 16 mars pour annoncer certaines mesures pour que, mimétisme oblige, IBK apparaisse le lendemain pour adopter les mêmes mesures. Enfin, presque. Car il a été moins prudent. En effet, par exemple, 'Jupiter' avait décidé de suspendre le second tour des municipales chez lui.

Son adepte au Mali, lui, décida de maintenir le premier tour des législatives programmées pour le 29 mars. Avec toutes les conséquences graves pour les maliens. Il fit aussi atterrir des avions avec des passagers venus de pays infestés qu'il laissa rentrer et aller où ils veulent

« ACTUALITE»

au Mali: sans précaution de quarantaine. Le jour du premier tour, les mesures qui s'imposaient (eau et savon, gel, distance sociale, etc.) faisaient défaut.

Résultat, la maladie a pu pénétrer le pays pour commencer à prospérer et tuer. Le second tour (19 avril) est venu amplifier le mal qui se répand dangereusement. Tout se passe comme si IBK savait parfaitement que les mines Covid-19 allaient exploser et faire un ravage. D'où son extrême vigilance pour se protéger luimême ?

Covid-19, une aubaine pour un régime honni

Depuis le 10 avril, il a trouvé un cheval de bataille : le port des masques. Il a dit que d'ici une semaine, chacun des 20 millions de maliens aura un masque. Deux semaines après, où sont les masques ? On n'en trouve pas. Par contre, on a vu un reportage où des femmes vont récupérer dans les poubelles de l'Hôpital Point G des masques usagés pour les nettoyer et les revendre.

Cela fait plusieurs semaines que le chinois Jack MA est venu donner un stock important de masques, de gants, gel et autres aux maliens. Ou est passé ce stock ? Partagé entre les cercles restreints du pouvoir ?

Last but not least, le chef de file de file de l'opposition, le député Soumaila CISSÉ, a été kidnappé le 25 mars dernier en pleine campagne dans la région de Tombouctou. Une zone dangereuse où, contrairement aux engagements pris, on ne lui avait attribué aucun élément de protection. Dans le convoi de deux véhicules, seul son garde du corps avait une arme. Mohamed CISSÉ, c'est son nom, a riposté aux tirs des terroristes et il a été abattu. Par ailleurs, la pandémie est devenue un bouclier efficace pour le régime impopulaire et contesté au Mali. Un moyen d'opprimer et de confisquer les libertés publiques sans conséquence au nom de la protection contre le Covid-19. Une aubaine, quoi.

AMADOU TALL

Liberté de la presse en 2020 : Le Mali classé 108ème sur 180 pays



eporters sans frontières (RSF) a publié en début de semaine son nouveau classement mondial de la liberté de la presse pour 2020. Le Mali occupe le 108e rang sur 180 pays et territoires notés.

Le classement mondial 2020 sur la situation de la liberté d'information dans 180 pays et territoires place le Mali à la 108e position. Avec un score de 34,12 points, le pays progresse de 4 places dans le classement par rapport à 2019 où il occupait le 112e rang. Bien que les atteintes à l'encontre des journa-

Bien que les atteintes à l'encontre des journalistes aient diminué, RSF souligne que la liberté "de la presse demeure fragile au Mali". Une situation qui reste marquée par entre autres événements dont la disparition du journaliste Birama Touré, disparu depuis janvier 2015, le meurtre d'un journaliste à Tombouctou en 2015 ou la prise d'otage d'un autre lors d'un séjour privé dans le centre du pays fin 2018.

La situation de la liberté de la presse en Afrique reste tout aussi très fragile en Afrique subsaharienne. En effet, en 2020, 21 pays africains sur 48 apparaissent encore en rouge ou noir sur la carte du classement mondial de la liberté de la presse.

Avec un bilan lourd de 102 journalistes tués ou assassinés sur le continent au cours des dix dernières années, l'Afrique, qui se positionne troisième, enregistre "des reculs importants dus notamment à une recrudescence des détentions arbitraires de longue durée et des attaques en ligne", souligne-t-il. RSF, a, en effet, dénombré 171 arrestations arbitraires de journalistes en Afrique subsaharienne rien qu'en 2019.

L'édition 2020 note que "les dix prochaines années seront sans doute une décennie décisive" pour la liberté de la presse en raison de crises géopolitiques, technologiques, démocratiques, de confiance et économique qui affectent l'avenir du journalisme dont la crise géopolitique. À ces cinq types de crises, s'ajoute désormais une crise sanitaire, évoque-t-elle

"Nous entrons dans une décennie décisive pour le journalisme, liée à des crises concomitantes qui affectent l'avenir du journalisme", a déclaré le secrétaire général de RSF, Christophe Deloire et d'ajouter que "l'épidémie de coronavirus fournit une illustration des facteurs négatifs pour le droit à l'information fiable, et elle est même un facteur multiplicateur...".

En 2020, la Norvège, la Finlande, le Danemark, se positionnent aux 3 premiers rangs du classement. Sur fond de la sécurité des journalistes qui demeure encore un enjeu majeur, la Namibie (23) le Ghana (30e), Afrique du Sud (31 e) s'octroient de bons scores cette année. La France se positionne après et occupe 34 e rang. L'Erythrée (178) Turkménistan (179) et la Corée du Sud (180) ferment cette liste avec des scores 83,50; 85,44; et 85,82.

■ KADIATOU MOUYI DOUMBIA

« ACTUALITE»

69ème session du conseil d'administration de la BDM-SA :

- Les comptes consolidés du Groupe BDM affichent une performance remarquable
- Bientôt des succursales au Sénégal et au Togo

'ambition du Groupe BDM Banque de développement du Mali) est de couvrir les ■huit pays de l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uémoa). Déjà, la Banque dispose l'agrément pour l'ouverture de deux succursales au Sénégal et au Togo. Ces ouvertures porteront à six le nombre de pays couverts par le réseau de filiales et de succursales du Groupe BDM ont les comptes consolidés affichent une performance remarquable. La révélation a été faite, samedi 18 avril dernier, par le président du Conseil d'administration de la BDM-SA Mohamed Ag Hamani, lors de la 69ème session du Conseil d'administration, consacrée à l'Arrêté des comptes individuels de la Banque au 31 décembre 2019.

En vue d'être en conformité avec les textes, la Banque de développement du Mali (BBDM-SA vient de tenir les travaux de son 69ème session du Conseil d'administration, malgré la pandémie du Coronavirus ou Covid19). Pour ce faire, toutes les dispositions avaient été prises en vue de respecter les mesures barrières, notamment la distanciation sociale.

Cette session s'est tenue, le samedi 18 avril dernier, au siège de la Banque, à travers une visio-conférence sous la présidence de Mohamed Ahmaed Ag Hamani, président du Conseil d'administration, en présence de l'Administrateur directeur général de la BDM-SA Bréhima Amadou Haïdara, ainsi que les autres membres du Conseil d'administration. Par contre, certains administrateurs étaient obligés de suivre les travaux à distance à cause du Covid19. Le président du Conseil d'administration de la BDM-SA Mohamed Ag Hamani, a saisi l'occa-

"Cette crise a des répercutions incommensu-

sion pour évoquer cette crise sanitaire née en

Chine depuis décembre 2019 et qui secoue le

rables et désastreuses sur le mode de vie des habitants de la planète car à ce jour plus de 2,3 milliards de personnes sur tous les continents observent des mesures de confinement plus ou moins strictes. Outre les mesures de confinement, les gouvernants ont décidé de la fermeture de toutes les frontières, ce qui explique le mode de tenue de la présente session.

Je souhaite réaffirmer à toutes et à tous ma profonde sympathie en cette période difficile et vous exhorte à prendre soin de vous et des vôtres en adoptant les mesures barrières préconisées par nos gouvernants.

Cette crise sanitaire annonce, à n'en pas douter, une crise économique sans précédent pour l'économie mondiale et particulièrement les économies les plus fragiles.

Malgré les plans de riposte adoptés par les différents gouvernements, l'activité économique sera fortement impactée par cette situation inédite à plus d'un titre", a déclaré Mohamed Ag Hamani.

S'agissant de la Banque de développement du Mali (BDM-SA) il a rappelé que la Banque s'est fixée plusieurs objectifs prioritaires pour faire face à la crise que le Mali traverse depuis plusieurs années. Il s'agit du maintien et du renforcement de sa position sur les différents segments de marché, d'une meilleure maitrise des risques auxquels il est exposé afin de réduire au maximum l'impact de la charge du risque sur sa profitabilité et de la poursuite de son développement à l'international.

Cette présente session, dira Mohamed Ag Hamani, est consacrée à l'Arrêté des comptes individuels de la BDM-SA et de ceux consolidés du Groupe BDM au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Au regard des résultats, on peut dire sans risque de se tromper que la BDM-SA se porte

à merveille. "En dépit d'une conjoncture économique morose, il m'est agréable de constater l'excellente orientation des indicateurs d'activité et de résultat de la BDM-SA. Egalement, les comptes consolidés du Groupe BDM affichent une performance remarquable. Ces résultats sont imputables à la bonne tenue du groupe bancaire et valident la pertinence de ses choix stratégiques.

Je tiens à adresser mes sincères remerciements et ma profonde reconnaissance à l'ensemble des parties prenantes de cette aventure", dira-t-il.

Ambition : couvrir les huit pays de l'UEMOA

Conformément aux orientations du Plan à moyen terme 2018-2020, précisera-t-il, la Banque poursuit activement son implantation sous régionale. Ainsi, elle vient d'obtenir de l'autorité de supervision l'agrément pour l'ouverture de deux succursales au Sénégal et au Togo. "Ces ouvertures porteront à six le nombre de pays couverts par le réseau de filiales et de succursales du Groupe. Avec cette stratégie de croissance externe, le Groupe BDM ambitionne de couvrir, dans les prochaines années, les huit pays de l'Union économique et monétaire ouest africaine", a souligné l'ancien Premier ministre, Mohamed Ag Hamani.

L'objectif de ce projet, selon lui, est de permettre au Groupe BDM de prendre toute sa place dans la promotion de l'intégration économique sous régionale, en vue de favoriser les échanges entre les acteurs économiques installés dans les différents pays de l'Uemoa. Sur le plan national, la BDM-SA mis l'accent sur certaines actions afin d'améliorer et de moderniser l'offre de ces produits et services à la clientèle. Pour ce faire, le développement

monde.



de l'offre digitale était au cœur de ces actions de modernisation. Ce qui a permis, selon Mohamed Ag Hamani, de multiplier les canaux d'accès à la Banque.

La BDM-SA a également procédé au renforcement du maillage territorial avec l'ouverture de nouveaux points de vente à Bamako et dans certaines localités. Elle a aussi poursuivi les efforts de collecte de l'épargne nationale en vue de soutenir les actions de développement. Pour ce faire, un accent a été mis sur la clientèle des Maliens résidant à l'étranger.

Le Groupe BDM consolide et renforce ses acquis jour après jour

"Grâce à ce fort maillage territorial, à des outils performants de banque multicanale et à des politiques commerciales dynamiques proposant des offres de produits et de services à la pointe de l'innovation, le Groupe BDM consolide et renforce ses acquis jour après jour. Il s'impose aujourd'hui comme un acteur majeur du paysage bancaire de l'Union économique et monétaire ouest africaine.

Afin de conserver sa position dans le peloton de tête, le Groupe doit s'atteler dans les années à venir à poursuivre avec détermination, sa stratégie pour une croissance pérenne, en s'appuyant sur son modèle de banque de détail et universelle, sur ses expertises avérées et sur les synergies intra-groupe.

C'est un important challenge qui se profile. Mais nul doute qu'il sera, comme d'habitude, relevé brillamment, grâce à nos centaines de collaborateurs qui, au quotidien, portent et concrétisent, avec enthousiasme et engagement, nos ambitions communes". Parole de Mohamed Ag Hamani. Avant d'adresser ses sincères remerciements à la Direction géné-

rale de la BDM-SA et aux actionnaires pour leur soutien indéfectible.

"Je les invite à poursuivre les efforts pour que la Banque puisse faire face aux défis qui se profilent à l'horizon dans un contexte particulièrement difficile au triple plans sécuritaire, humanitaire et économique en renforçant son assise financière.

Permettez-moi de renouveler nos remerciements aux autorités de tutelle ainsi qu'aux autorités monétaire de l'Umoa qui n'ont ménagé aucun effort pour permettre à notre Institution d'exercer convenablement ses activités.

Enfin, aux clients du Groupe BDM, nous exprimons notre gratitude pour la confiance et la fidélité qu'ils nous témoignent et leur donnons l'assurance de tout faire pour continuer à mériter cette confiance", a-t-il conclu.

Fin de la guéguerre entre le contrôle financier et le trésor : Le directeur national du contrôle financier désavoué par Boubou Cissé

uatre mois après l'ouverture des crédits budgétaires du premier semestre, des milliers de mandats de paiement font l'objet de rejet au niveau du Trésor. La raison ? Le directeur national de la Comptabilité publique et du Trésor a instruit à la Paierie générale du Trésor de rejeter tout mandat de paiement en l'absence de contrat simplifié. Cette réaction est consécutive à la volonté manifeste du directeur national du Contrôle financier d'appliquer la réglementation en vinotamment queur, l'arrêté 2015-3721/MEF-SG du 22 octobre 2015, fixant les modalités d'applications du décret N°2015-0604 /P-RM du 25 septembre 2015 portant code des marchés et des délégations de services publics. En termes clairs, pas de contrat pour les dépenses de moins de cinq millions (5 000 000) FCFA . La situation s'empirait de jour en jour. Tard vaut mieux que jamais! Après un long silence sur la question, le ministre de l'Economie et des finances, Dr Boubou Cissé, a tranché. L'analyse de l'arrêté pris dans ce sens conclut à un désaveu pour le directeur national du Contrôle financier, Michel Dielitié Dembélé.

Faudrait-il rappeler qu'une guéguerre opposait deux cadres centraux du Ministère de l'Economie et des finances. Chacun, dans ses arqumentations. pensait avoir raison. Contrairement à son homologue du Contrôle financier, le directeur du Trésor ne parlait pas de violation de texte, mais se basait sur les dispositions appliquées pendant les exercices antérieurs pour soutenir sa démarche. Une situation qui avait fait couler beaucoup d'encre. L'arbitrage tant attendu du patron de l'hôtel des Finances est finalement tombé. Par arrêté N° 1560/ MEF-SG du 22 avril 2020, pour couper court à tout, a modifié l'arrêté N° 2015-3721/MEF-SG du 22 octobre 2015, fixant les

modalités d'applications du décret N°2015-0604 /P-RM du 25 septembre 2015 portant Code des marchés et des délégations de services publics. C'est l'interprétation de ces deux actes par le Contrôle financier qui avait provogué tout le blocage. Ainsi les dispositions de l'arrêté N° 2015-3721/MEF-SG du 22 octobre 2015 relatives d'une part à la demande de renseignement et de prix à compétition restreinte, et d'autre part à la demande de renseignement et de prix à compétition ouverte sont modifiées. Elles deviennent respectivement "demande de renseignement et de prix à compétition restreinte et ouverte" et "demande de renseignement et de prix à compétition restreinte".

Selon le nouvel arrêté, la procédure de demande de renseignement et de prix à compétition restreinte s'applique aux achats dont les montants estimés sont supérieurs ou égaux à cinq millions (5 000 000) FCFA et inférieurs à vingt-cinq millions (25 000 000) FCFA pour les travaux et les fournitures de services courants, quinze millions (15 000 000) FCFA pour les prestations intellectuelles. Pour cela, l'autorité contractante sollicite par écrit au moins cinq entreprises, fournisseurs ou prestataires dans les règles de l'art, et attribue le marché au candidat présentant l'offre conforme évaluée la moins disante.

La demande de renseignement et de prix à compétition ouverte s'applique aux marchés dont les montants estimés sont supérieurs ou égaux à vingt-cinq millions (25 000 000) FCFA, mais inférieurs à cent millions (100 000 000) FCFA pour les travaux ; (25 000 000) FCFA mais inférieurs à quatre-vingt millions (80 000 000) FCFA pour les fournitures et services courants ; quinze millions (15 000 000) FCFA mais inférieurs à soixante-dix millions (70 000 000) FCFA pour les prestations intellectuelles. Le



marché est attribué à la suite d'un Avis d'Appel à concurrence.

Les articles 25 et 26 de l'arrêté N° 2015-3721/MEF-SG du 22 octobre 2015, sont modifiés. Désormais les marchés consécutifs à des demandes de renseignement et de prix, et des demandes de cotations d'un montant supérieur ou égal à cinq cent mille (500 000) FCFA donnent lieu à des contrats écrits avec ses clauses bien définies. Effectivement, c'est cette modification qui désavoue la décision unilatérale du Contrôle financier.

D'autre part, les demandes de cotation d'un montant inférieur à cinq cent mille (500 000) FCFA ont-ils formalisées par bons de commande.

En conclusion, l'arrêté stipule que tous les marchés et contrats doivent être enregistrés aux services des impôts. Tel était le cri de cœur du directeur du Trésor, soucieux de remplir les caisses de l'Etat pour faire face aux charges.

Les fournisseurs ou prestataires dont les mandats avaient été rejetés peuvent maintenant se frotter les mains. Au moins une solution est trouvée à leur problème.

A travers l'arrêté de Dr Boubou Cissé, l'on comprend aisément que la note technique fournie par le directeur national du Contrôle financier pour expliquer ses nouvelles mesures, n'a pas résisté à l'analyse des conseillers techniques de Boubou CISSÉ qui l'ont traitée. Ledit arrêté constitue un revers pour le directeur national du Contrôle financier, ainsi remis à sa place.

KASSOUM THERA

Soumaïla Cissé : Enfin une cellule de crise pour sa libération



e Président de l'Union pour la République et la Démocratie (URD) et Chef de File de l'Opposition politique, Soumaïla Cissé, a été enlevé le 25 mars 2020 alors qu'il était en campagne dans le Cercle de Niafunké, dans la Région de Tombouctou, en vue du premier tour des élections législatives. Après un tonitruant silence sur cet enlèvement lors de son adresse à la nation, IBK dans une brève déclaration après qu'il eut accompli son vote, le 29 mars 2020, le Président de la République s'était engagé à tout faire pour la libération de son « frère Soumaïla Cissé ». Il aura fallu attendre près d'un mois pour voir la mise en place d'une Cellule de crise en vue de cette libération.

C'est par Décision N° 2020-0075 du 21 avril 2020 que le Premier ministre a nommé les membres de la « Cellule de crise chargée d'assurer la coordination de l'ensemble des actions en vue de la libération de l'Honorable Soumaïla Cissé, Chef de file de l'opposition politique et de ses compagnons ». La Cellule est composée de huit (08) personnes civiles et membres des forces de défense et de sécurité. La Décision sus indiquée n'établit aucune hiérarchie ni ne précise aucune attribution des membres de la

Cellule de crise. On image qu'il revient sans doute aux membres de s'organiser pour se répartir démocratiquement les tâches même si on peut penser que logiquement il sied que ce soit un élément de la Sécurité qui pilote la Cellule de crise. On notera cependant qu'il n'y a aucune femme parmi les membres.

En tout cas la nomination des membres de la Cellule de crise attesterait-il de la volonté des autorités politiques maliennes de prendre enfin à bras-le-corps l'affaire Soumaïla Cissé ? Certes l'ancien Premier ministre Ousmane Issoufi Maïga avait déjà été désigné comme médiateur mais l'opinion nationale et les réseaux sociaux s'inquiétaient de la lenteur qui avait suivi les déclarations du Président IBK le jour du vote au titre du premier tour du scrutin législatif du 29 mars 2020. Il est possible que les services de l'Etat aient été activés en collaboration avec la MINUSMA et la force Barkhane pour tenter de localiser les ravisseurs de Soumaïla Cissé. Mais le caractère secret de telles activités rajoute à l'inquiétude des proches de l'otage et des Maliens et crée un sentiment général de suspicion quant à la volonté réelle des autorités maliennes de travailler à libérer Soumaïla Cissé.

L'intitulé de la Décision du Premier ministre stipule que la Cellule a pour fonction « d'assurer la coordination de l'ensemble des actions en vue de la libération de l'Honorable Soumaïla Cissé ». Cela suppose que plusieurs réseaux ont été activés mais qui ont besoin de la plus grande discrétion pour aboutir à des résultats positifs. Ce travail est d'autant plus complexe que l'identité des ravisseurs n'est pas connue. En effet, certaines sources attribuent le rapt de Soumaïla Cissé aux éléments affiliés à la Katiba du Macina du terroriste Amadou Kouffa car ce sont ces éléments qui sévissent habituellement dans la zone de l'enlèvement du Chef de File de l'Opposition politique. Mais l'absence de reven-



dications claires et précises laisse les observateurs dubitatifs quant à l'identité supposée des ravisseurs.

En effet, seule un message audio non encore authentifié a été postée sur les réseaux sociaux par de prétendus ravisseurs. Dans ce message l'accent a été mis sur la valeur marchande de Soumaïla Cissé et l'exigence de la libération des terroristes emprisonnés. Depuis, plus rien n'a officiellement filtré. Du côté des ravisseurs c'est silence radio, comme s'ils voulaient éviter. de se faire repérer. Une chose est sûre, les ravisseurs ont dû se déplacer après la libération des compagnons de Soumaïla Cissé lesquels sont des informateurs précieux pour les autorités compétentes. Les ravisseurs savent que ces derniers vont parler et donner certains renseignements aux enquêteurs. C'est pourquoi il faut croire que l'otage a dû changer plusieurs fois de lieu de détention. A cela s'ajoute l'absence de preuve de vie de Soumaïla Cissé qui aura à souffrir des conditions sans doute difficiles liées à l'aridité de la zone de détention. En cette période de l'année, les températures à l'ombre peuvent facilement atteindre 45 degrés, ce qui serait éprouvant pour l'otage vu son âge et sa santé fragile.

Ce qui est particulièrement à craindre est que

le Président de l'URD ne soit tombé entre les mains d'un groupe de brigands sur lesquels Amadou Kouffa n'aurait aucune emprise. Le fait que l'audio qu'ils ont postée parle de « gros poisson » ayant une valeur marchande très élevée n'est pas rassurant car il laisse croire que les ravisseurs sont sans scrupules et peu digne de foi. Dans ce cas, la détention de Soumaïla Cissé pourrait durer plus longtemps que l'on ne l'imagine. Si l'argent peut toujours être trouvé, la libération des terroristes emprisonnés relève de la seule volonté d'IBK. Les autorités politiques maliennes ont déjà libéré Mohamed Aly Ag Wadoussène, Haïba Ag Acherif, présumés terroristes, ainsi que Oussama Ben Gouzzi et Habib Ould Mahouloud, auteurs présumés de graves violations de droits humains au Mali, en échange de l'otage français Serge Lazarévic. On ne voit pas a priori pourquoi ce ne serait pas le cas pour sauver cette fois-ci un Malien, un élu, chef de parti et Chef de File de l'Opposition politique. Donc, pour ces autorités, il ne saurait s'agir d'une question de principe mais d'opportunité et d'appréciation.

Si les ravisseurs de Soumaïla Cissé veulent vraiment de l'argent et la libération de terroristes détenus dans les prisons maliennes, il est possible qu'un terrain d'entente soit trouvé.

Mais rien n'est moins sûr car il n'est pas exclu que d'autres revendications viennent renforcer les exigences déjà exprimées. La création de la Cellule de crise est la preuve que l'Etat malien tient à Soumaïla Cissé et qu'il est sans doute déterminé à obtenir sa libération. Cela ne manquera pas d'exciter davantage les ravisseurs qui pourraient renchérir sur leurs revendications. Quoi qu'il en soit, les négociations - si négociations il y a - s'avèrent difficiles et complexes. Les ravisseurs sont conscients que l'opinion nationale s'inquiète du sort de Soumaïla Cissé dont la réélection dès le premier tour montre combien il compte pour les populations. C'est pourquoi ils ne manqueront pas de vouloir tirer tout le profit de cette popularité et le sentiment de culpabilité du Président de la République qui fera tout pour ne pas avoir à endosser un éventuel échec des négociations. Plus le temps passera plus la pression sera forte sur les autorités maliennes, plus la santé de Soumaïla Cissé sera préoccupante. Il faut espérer que chaque partie travaillera vraiment pour la libération du Chef de File de l'Opposition. Ce qui est loin d'être acquis.

Diala Thiény Konaté



Le président du MPR, Choguel Kokala Maîga:

"Avant la fin du mandat de IBK ou juste après lui, ils provoqueront la énième rébellion pour parachever le processus de partition du Mali" "Au lieu d'un Etat démocratique, le régime est en train de consolider les fondements d'une Oligarchie ploutocratique qui acceptera toutes les compromissions"

Dans une interview qu'il a bien voulu nous accorder, le président du Mouvement patriotique pour le renouveau (MPR), Choguel Kokala Maïga, pose un diagnostic sans complaisance de la situation sécuritaire, politique et sociale du Mali, notamment la tenue des élections législatives, l'enlèvement du chef de file de l'opposition, les mesures annoncées par le président IBK dans le cadre de la lutte contre la pandémie du coronavirus, le projet du gouvernement d'organiser les législatives spéciales pour les régions de "l'Azawad"...

Aujourd'hui-Mali: Après la tenue du second tour des législatives, quelle lecture faites-vous des premières tendances?

Choquel Kokala Maïga: Ma position a déjà été annoncée le 9 avril 2020 à la proclamation des résultats du 1er tour par la Cour Constitutionnelle. A part quelques rares députés qui représentent réellement l'expression de la volonté des populations, ce sont les grands corrupteurs et leurs protégés, les mouvements séparatistes et leurs obligés, les narcotrafiquants et leurs complices, les terroristes et les milices armées et leurs obligés et complices qui seront majoritaires dans la nouvelle Assemblée nationale. Le Mali vient ainsi de franchir une nouvelle étape dans le processus de décadence et de désarticulation de l'État-Nation. Ainsi, au lieu d'un Etat démocratique, le régime est en train de consolider les fondements d'une oligarchie ploutocratique qui, pour survivre quelques années de plus, acceptera toutes les compromissions, y compris des ententes avec les ennemis du Mali pour organiser la partition de l'État. Il vous suffira de lire attentivement et bien analyser les deux derniers rapports du Comité d'experts de l'Onu sur le Mali (rapport de février 2020) et de l'Observateur Indépendant sur la mise en œuvre de l'Accord issu du processus d'Alger (rapport d'avril 2020). Vous comprendrez alors que plus de 75% du territoire malien est directement ou indirectement sous le joug de mouvements séparatistes et leurs alliés terroristes et des milices armées. L'État n'y exerce plus ou très peu son autorité. Quand le Gouvernement malien s'entend avec eux pour "sécuriser" les élections et faire "élire" des "députés", que peut-on attendre d'un tel pouvoir, si ce n'est la compromission, la mise en place des outils et instruments juridiques et politiques pour organiser, à terme, la partition du Mali.

Quels enseignements doit-on tirer de la volonté du gouvernement de poursuivre ce processus, malgré la pandémie du coronavirus ?

L'objectif du gouvernement dès le départ n'était pas d'organiser des élections libres et démocratiques, mais d'orchestrer des combinaisons pour avoir une majorité de "députés" prêts à jouer le jeu de la partition programmée du Mali, à travers la révision constitutionnelle, le découpage et le démantèlement de l'État unitaire et laïc du Mali en petites principautés, régiona-

listes, ethniques, familiales ou raciales sous le couvert de la décentralisation poussée et de l'application de l'Accord issu du processus d'Alger, pour donner, à terme, satisfaction aux séparatistes et à leurs parrains qui tiennent le Mali en otage. Ensuite, avant la fin du mandat de IBK, ou juste après lui, ils provoqueront la nième rébellion pour parachever le processus de partition du Mali. Qui, de bonne foi, peut croire au taux de participation annoncé en 2020 (35,5%) qui, malgré l'insécurité, la guerre, le Covid-19, se trouve plus élevé qu'en temps de paix: 1992 (22%),1997 (21%),2002 (23%), 2007 (32%) ? L'ubuesque c'est que dans les régions du Nord, où l'État malien est absent (pas de préfets, pas de sous-préfets, pas d'Administration), le taux de participation en 2020 atteint entre 60 et 86%. Manifestement ce sont des faux chiffres issus du bourrage des urnes, de la corruption à grande échelle, de la manipulation des documents de vote et des résultats. En un mot, du mensonge d'État qui est le mode de gouvernance de l'oligarchie qui a pris notre peuple en otage.

Quelle analyse faites-vous du projet du gouvernement d'organiser les législatives dans les régions de Taoudéni, Mé-

naka...?

C'est un élément, une étape de la stratégie de partition et de démantèlement de l'État du Mali. C'est pour prendre les Maliens de vitesse que le gouvernement a choisi la période de confinement à cause du Covid-19 pour accélérer la cadence des choses, évitant du coup les manifestations des populations hostiles à son projet funeste.

En vérité, le gouvernement met ainsi en œuvre les engagements secrets pris avec les Mouvements séparatistes pour les amener au DNI en 2019, pour ensuite les faire entériner par les délégués au DNI non conscients des véritables enjeux. C'est la répétition du scénario secret qu'IBK avait conclu avec eux le 20 juin 2015 pour qu'ils acceptent de parapher l'Accord d' Alger signé à Bamako le 15 mai 2015, et dont les fermetures n'ont jamais été rendues publiques.

Plus grave, les résolutions du DNI ne peuvent pas être au-dessus de la Constitution, en créant deux types de citoyens. Comment peut-on justifier que dans les régions du Nord, pour la même législature, on organise deux fois le vote dans certains cercles (avec les mêmes électeurs) pour élire des députés supplémentaires qui vont siéger dans la même Assemblée nationale, au motif que ce sont les élections partielles, alors que la Loi définit clairement et limitativement les conditions dans lesquelles les élections partielles peuvent être organisées. Ce sont là des pratiques dignes d'un Etat voyou.

Pouvez-vous nous parler de la situation sécuritaire de notre pays en particulier dans les localités du centre et du nord?

Au nord et au centre, l'État n'existe que de nom. Vous avez vu, lors du voyage du Premier ministre à Kidal le 4 mars 2020, les séparatistes ont refusé la levée du drapeau du Mali. Ils ont aussi refusé que sa sécurité soit assurée par les soldats maliens, mais par leurs éléments, même pour voir les soldats maliens cantonnés à Kidal, il n'a eu droit qu'à une rencontre avec quelquesuns. Il a tout accepté pour sauver les apparences. Malgré cette humiliation, le gouvernement et les médias d'État ont parlé "d'une mission réussie".

Au Centre, en proie à la guerre civile et aux massacres des populations, lors de ses visites en 2019, le Premier ministre a organisé des ren-



contres médiatisées au cours desquelles il s'est fait filmer en compagnie des chefs des milices pourtant dissoutes par décret gouvernemental. Les populations sont abandonnées à leur sort, à la merci des terroristes et des milices armées. Les militaires, faute de moyens aériens, sont à la merci des terroristes.

Dans le seul premier trimestre de 2020, les ONG ont enregistré plus de mille victimes civiles et militaires sur l'ensemble du territoire national. Aujourd'hui, à part le district de Bamako, aucune région administrative n'est épargnée par la violence et le terrorisme. Voilà la triste réalité du Mali, comme laissé à l'abandon par le gouvernement, sans aucune stratégie de sortie de la crise. Or, les discours et les images de propagande ne remplaceront jamais la réflexion et l'action continues et coordonnées. Toutes choses dont l'actuelle équipe au pouvoir s'est montrée totalement incapable.

Depuis près d'un mois que Soumaïla Cissé est entre les mains de ses ravisseurs, pensez-vous que le gouvernement est sincère dans les initiatives enclenchées pour le retrouver ?

Je présume que le gouvernement est de bonne foi dans ce qu'il dit. Mais guand on examine les faits, on ne peut pas ne pas s'interroger et s'inquiéter. D'abord le jour de l'enlèvement de Soumaïla, le 25 mars 2020, le chef de l'État s'est adressé à la Nation sans en dire mot, alors qu'il en était déjà informé. Ensuite, dans tout État organisé, après un tel événement, l'une des premières sources d'informations, c'est l'interrogatoire des personnes libérées, par les services de renseignement compétents. Or, à la date d'aujourd'hui, les compagnons d'infortune de Soumaïla qui ont été libérés en deux vaques (au total 15 personnes), n'ont pas été entendus par les sévices compétents de l'Etat, à part une séance sommaire d'écoute conduite par le Commandant de Brigade de la Gendarmerie de Niafunké. Enfin, le décret qui institue le Comité de crise annoncé par l'Etat n'est pas encore

rendu public, plus de vingt jours après l'annonce officielle de création dudit Comité. Dans un État organisé, l'annonce de la création du Comité devrait se faire en même temps que la publication du décret qui l'institue. Toutes ces choses nous inquiètent et intriguent.

Qu'est-ce que l'opposition a entrepris pour sa libération ?

Dès le jour de l'enlèvement, le 25 mars, l'URD a mis en place une cellule de crise, au sein de laquelle le FSD aussi a désigné plus tard deux personnes.

L'équipe fait de son mieux pour appuyer le Comité de crise nommé par l'État, dirigé par l'ancien PM, Ousmane Issoufi Maïga, qui est à pied d'œuvre. La cellule de crise de l'URD et le FSD ont pris également diverses initiatives en direction de toutes les personnalités et institutions susceptibles d'être utiles à la cause de la libération du président Soumaïla Cissé.

En ce qui concerne la réouverture des dossiers des équipements militaires, peut-on parler du réveil de la justice malienne?

Est-ce que le dossier est véritablement ouvert ? Si oui, attendons de voir la suite, ensuite nous commenterons.

Que vous inspire les différentes arrestations pour des faits de détournement ?

Laissons les juges faire leur travail. Je n'ai pas de commentaires.

Avez-vous des commentaires sur la crise scolaire qui secoue notre système éducatif depuis plus de deux ans ?

La crise scolaire montre clairement le mépris de l'Oligarchie qui nous dirige pour les Maliens et leur avenir incarné par l'École. Quand il s'agit d'acheter du vieux matériel militaire d'occasion, cloué au sol ou des engrais frelatés, le Gouvernement trouve des centaines de milliards de FCFA, mais quand il s'agit de trouver 20 milliards de FCFA pour sauver l'École malienne, l'Oligarchie qui dirige le Mali dit qu'il n'y a pas d'argent. Tirez vous-même la conséquence!

Quid des mesures sociales annoncées par le président IBK dans la lutte contre la pandémie du coronavirus ? Elles sont tardives, insuffisantes et peu crédibles. Alors que dans tous les pays africains, les chefs d'État ont immédiatement annoncé les mesures fortes, le chef de l'État du Mali, plus préoccupé par les législatives, a attendu les virulentes critiques dans les mosquées de Bamako pour sortir de son silence. Alors que les autres gouvernements mobilisent des milliers de milliards de FCFA, au Mali on annonce seulement 500 milliards FCFA. Qui à leur tour seront peut-être détournés comme ceux destinés à notre Armée en guerre contre le terrorisme. D'où le manque de crédibilité desdites mesures. Mais attendons d'ici à quelques semaines ou mois pour apprécier.

Votre mot de la fin?

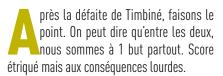
J'en appelle aux Maliens pour entrer en résistance patriotique contre le projet de partition de notre pays qui est en cours, contre la trahison de notre peuple et de ses intérêts supérieurs par l'Oligarchie dirigeante pour que le peuple malien recouvre sa souveraineté, son unité, son honneur et sa dignité.

Réalisée par Boubacar PAÏTAO









Treta a tenté un passage non subtil pour être candidat, il s'est cassé les dents contre Timbiné. Résultat, Treta écarté, destin législatif mort né. Timbiné ayant écarté Treta, se voit éliminer au second tour par un Treta revanchard respirant une forme d'enfer dans une froideur de tueur de monstre.

Aucun d'eux ne sera député.

Maintenant voici les scénarios envisageables.

1. Une accalmie qui tend vers une réconciliation. C'est le scénario le moins probable tant ils sont allés loin dans cette guerre. Il ne reste que du sang.

Dans l'intérêt du parti, des bons offices jusque là passifs peuvent entrer dans la danse pour une réconciliation. Le mieux placé c'est IBK mais ce dernier s'en fout du RPM. Il est trop suffisant. Pour lui, ils peuvent s'entretuer. Il n'a rien à foutre. Si non, comment comprendre que le Président du Parti et le Président des jeunes se battent à couteau tiré sans que le père spirituel ne réagisse. C'est à croire qu'il a un intérêt à ce que l'un tombe. Bref, Diarrassouba est vu en rassembleur et a toute la légitimité pour jouer ce rôle.

Si réconciliation il y a, ce sera au prix de compromis. Chacun d'eux a trop perdu dans cette bataille. Timbiné exigera un dédommagement. Et ses lieutenants ont commencé à annoncer les couleurs. Il va viser plus haut pour espérer avoir le moindre. Pourquoi pas la primature et la place de 1er Vice-président du Parti?

A ce jeu, voyons voir. Timbiné PM, c'est inimaginable tant il n'a pas les compétences pour, tant il n'a pas la sympathie politique nécessaire pour. Alors, il peut viser ce poste pour espérer qu'on lui propose un poste qu'il vise réellement. Pourquoi pas un poste de super ministre aux pleins pouvoirs? C'est possible. Pour cela, a-t-il besoin de Treta? Oui et non. Oui parce que Treta comme président de la majorité pèse quoiqu'on puisse dire, dans les formations de gouvernement. Non, parce que Treta n'est pas en odeur de sainteté avec IBK. On le déteste. C'est le judas.

Somme toute, Treta peut jouer un rôle pour Timbiné. Aussi, Treta peut faire que Timbine puisse avoir un poste de numéro deux du parti en délaissant bien sûr son inutile poste de président des jeunes. A ce titre, Timbiné peut préparer à prendre la tête du parti un jour rapidement sans accroc et sans mort d'hommes. Mais pari risqué pour Treta car Timbine est imprévisible.

Que peut gagner Treta ? Treta exigera que Timbine laisse la section du RPM à son allié, le fameux maire destructeur Amadou Ouattara. Aussi, Treta pourra exiger à ce que Timbine soit plus un allié pour ses ambitions de 2023 comme Président de la République.

Dans une négociation politique, on met de côté le passé et on mise sur le futur. Quiconque ne comprend cela dans une négociation politique



est un piètre politique. Ni plus ni moins. 2. Scénario logique et probable, c'est la querre

2. Scénario logique et probable, c'est la guerre ouverte.

Dans ce scénario, Timbiné doit passer à l'acte. Ayant constaté que Treta, président, a manœuvré ouvertement ou discrètement à jouer contre son propre parti, coutant deux postes de députés, Timbine doit déclencher la procédure d'exclusion de Treta et d'Amadou Ouattara. Ils n'ont pas à attendre leur démission, c'est leur exclusion d'office.

Dans les textes des partis politiques, faisant objet d'exclusion, le fait de présenter une candidature ou de former une candidature contre la propre liste du parti vaut exclusion. Pour cela, Timbiné doit réunir les preuves de cette trahison. Officiellement, Treta n'a jamais tenu un propos public désavouant la liste RPM. Mais des soupçons pèsent sur lui non seulement en commune V mais aussi à Sikasso. On peut se retrouver facilement à la justice. Eh oui.

Si Timbiné arrive à faire tomber Treta, il va s'en dire qu'il peut prétendre prendre la tête des tisserands dans le chaos. Car il faudra abattre aussi Diarrassouba et Karim Keita. Mais c'est lourd en conséquence. Si Treta est exclu du parti, ce qui est quasiment inimaginable mais logique, il va créer son parti en vidant le RPM comme ils ont fait avec l'ADEMA et va s'allier avec l'URD pour leur donner le pouvoir et être enfin PM.

Dans ce scénario, Timbiné n'a pas dit son dernier mot. Il est habitué à l'affrontement dans le sang et par le sang.

Ce que nous pouvons craindre ou espérer, c'est l'implosion du RPM. Commune V va laisser des traces. A jamais.

Qui vivra verra!

Niaga Diop, citoyen libre





Jusqu' au 31 mai 2020

De l'Internet très haut débit à domicile à partir de 9 500 FCFA/mois avec des forfaits allant jusqu'à 100 Go*

Rendez-vous dans nos agences.

service client : 6700 🕓

www.malitel.ml @

www.facebook.com/malitel.officiel f



« CULTURE ET SOCIETE »

Covid-19 et Ramadan : Des citoyens se prononcent

Le Ramadan, un mois béni pour les musulmans, coïncide cette année avec une grande crise sanitaire (la pandémie du Coronavirus) dont souffre le monde. A cause de cette pandémie, le gouvernement malien a mis en place des mesures sécuritaires pour diminuer les risques de propagation du virus. Cela a contribué à augmenter le prix des denrées sur le marché et à limiter la libre circulation des citoyens. Nous avons pris l'avis des Bamakois pour connaître leur avis sur le ramadan et le Covid-19.

Ousmane Touré : (Étudiant)

"Le ramadan est un mois de cohésion, de rassemblement et d'entraide pour nous les musulmans. Cette année, il sera un peu différent, avec cette crise que le monde traverse. Le prix de toutes les denrées ont augmenté. Il n'y a pas aussi la libre circulation, alors que durant le ramadan, les gens ont l'habitude de se réunir pour faire des prières collectives dans tous les quartiers de Bamako. Cette année on sera peut-être privé de tout cela, car en plus de la crise sanitaire, on a aussi le couvre-feu, qui limite nos heures de va et vient".

Yaya Dembélé : (Vendeur ambulant)

"Avec le Covid-19, il est dit de respecter des mesures barrières, d'éviter d'être dans la masse et de ne pas prendre de mains. Toutes ces restrictions et mesures barrière sont impossibles durant le ramadan. Pendant ce mois, les musulmans se réunissent dans les mosquées, dans les coins de rue pour prier en groupe, d'autres organisent des ruptures collectives. Pratiquement, tout ce qui se fait durant le ramadan demande des rassemblements. Alors l'État ou le Haut conseil islamique du Mali, doit prendre des mesures spéciales pour que nos fidèles musulmans puissent jeûner tranquillement et sans se soucier du Covid-19".

Adiaratou Fofana : (Femme au foyer)

"C'est nous les femmes qui souffrons le plus durant ce mois béni. Le prix de tous les condiments ont connu une grande augmentation et nos époux ne gagnent presque plus d'argent. Peu importe le prix de condiment donné par le mari, il s'attend toujours à avoir un bon repas pour la rupture. Pour que nous puissions passer un bon ramadan et oublier un peu la crise sanitaire, l'État doit assumer ses responsabilités. Ce n'est pas seulement le



fait de dire à la télé ou à la radio que des prix pour les premières nécessités, il doit mettre sur pied une équipe dans les différents points de vente pour voir si les commerçants respectent les prix fixés par l'État. En plus de cela, le gouvernement doit aussi soutenir et accompagner les commerçants financièrement".

Sitan Diallo : (Femme au foyer)

"L'État doit beaucoup revoir les mesures sécuritaires qui sont en place. Durant ce mois béni, nous les femmes nous nous levons depuis 03h du matin pour préparer, et nous sommes obligées de sortir pour acheter chez le boutiquier de proximité. Alors que dans les mesures mises en place il y'a le couvre-feu, qui commence de 21h à 05h du matin. Pendant le ramadan, ce sont des heures auxquelles les gens sont toujours sur pieds. Moi je pense sincèrement que les heures du couvre-feu doivent être changées pour que les gens puissent passer un

Hamady Sow



Coronavirus : Le Sénégal reste prudent au sujet du «remède» malgache



as de test au Sénégal du remède malgache « Covid-Organics » pour le moment. Cette décoction composée de plantes est revendiquée par le président Andry Rajoelina comme une solution contre le coronavirus. Le président malgache dans un tweet avait annoncé ce vendredi une « commande » du remède par le Sénégal après un entretien avec son homologue Macky Sall. Or d'après une source proche du dossier à Dakar, aucune commande n'a encore été passée.

«Nous suivons les recherches à Madagascar avec intérêt ». Ce sont désormais les mots des conseillers du président Macky Sall ce samedi 25 avril. Il n'est pas question de la commande évoquée par Andry Rajoelina, que la présidence ne confirme pas.

Macky Sall dans la visioconférence avec son homologue disait être ouvert à la réception d'échantillons. Mais aucune livraison du « remède » malgache n'est à l'ordre du jour souligne une source proche du dossier, pour qui il n'est pas envisagé de tester la décoction sur des patients atteints par le coronavirus au Sénégal. Dans le corps médical, on attend d'en

savoir plus au sujet de la composition de ce « remède » à base d'une plante, l'artémisia. Le docteur Abdoulaye Bousso coordonne la réponse sénégalaise contre le Covid-19 et dirige le Centre des opérations des urgences sanitaires

« Je n'ai pas d'informations sur des commandes de ce produit passées par l'Etat. Je pense que l'on va attendre de voir ce que c'est. Dans tous les cas, si nous disposions d'échantillons, nous avons les structures capables de les analyser et de voir en quoi cette solution peut aider à la prise en charge (des malades) du Covid-19 », nous explique-t-il.

Avec la Newsletter Quotidienne, retrouvez les infos à la une directement dans votre boite mail

Pour l'instant aucune preuve scientifique tangible de l'efficacité de ce « remède » n'a pu être apportée.

Source RFI

Abonnez vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Une analyse de Charlie Hebdo: "Un désastre. C'est tout simplement un désastre que vit actuellement la France



e mot « crise » ne suffit plus à définir la situation présente. La France vit des heures de désillusion aussi profonde que celles qu'elle avait connues en mai 1940. La France pensait avoir le meilleur système de santé du monde, comme elle était convaincue d'avoir la meilleure armée du monde en 1940. Et puis, sous nos yeux, tout s'est effondré à une vitesse inimaginable. On se demandait pourquoi la France avait manqué d'avions efficaces, d'armements modernes comme des chars d'assaut, et pourquoi les soldats portaient encore des bandes molletières alors que

les soldats allemands avaient des bottes en cuir.

Aujourd'hui, on s'interroge pour comprendre pourquoi il n'y a pas assez de masques, pourquoi il n'y a pas assez de respirateurs artificiels, pourquoi la France est obligée d'importer les produits réactifs pour fabriquer des tests de dépistage. On perd notre temps à discuter de problèmes d'intendance qui n'auraient pas dû exister si le système de santé français était vraiment le meilleur du monde. Mais le système de santé français n'est pas le meilleur du monde.

La France n'est plus un grand pays, mais une petite nation mesquine, bouffie d'orgueil et de prétention. Et en face d'un virus microscopique, l'orgueil et la prétention, ça ne sert à rien.

Une injustice insupportable

Il faudra alors se poser la question de savoir pourquoi un tel désastre. On ne peut s'empêcher de se tourner vers la fameuse Étrange Défaite, de Marc Bloch, qui, ayant vécu la défaite de 40 de l'intérieur, se posait la question de savoir pourquoi cela avait été possible. Et cette catastrophe en cours nous amène inévitablement aux mêmes conclusions : incompétence, inorganisation, absence de vision à long terme, improvisation.

En résumé : nullité de nos dirigeants, et en particulier de ceux en charge du système de santé français.

>> Cette génération de hauts responsables de la santé en France est en train d'entrer dans l'Histoire comme les généraux de l'armée française en 40. Une caste de petits chefs, de techniciens imbus de leur position, de leur suffisance, qui, face au coronavirus, avaient une guerre de retard, comme la plupart des généraux de 1940, qui se croyaient encore en 1918.

Ceux qui en payent le prix, ce sont les morts de plus en plus nombreux, mais aussi les médecins et soignants qui se sacrifient en y laissant leur peau, pour rattraper des erreurs dont ils ne sont pas responsables.

C'est toujours le troufion de base qui paye de sa vie la nullité de sa hiérarchie.

La France n'est plus un grand pays, mais une petite nation mesquine, bouffie d'orgueil et de prétention

Cette injustice insupportable, il faudra en répondre d'une manière ou d'une autre. Le président de la République a très vite comparé cette épidémie à une guerre. Cela pouvait sembler habile, afin de mobiliser la nation entière contre le terrible ennemi. Mais cette comparaison se retourne déjà contre ceux qui croyaient en tirer parti. Car en face d'un tel désastre, on ne pourra pas se contenter de quelques gerbes de fleurs et d'une distribution de Légions d'honneur.

Le besoin de justice est le sentiment qui structure une société. Quand il est bafoué, ce n'est pas seulement le système de santés françaises qui s'effondre, mais la totalité de l'édifice. " Charlie Hebdo

Football: Cinq choses à savoir de notre compatriote Cheick Tidiane Diabaté

'ancien attaquant international des Aigles du Mali, évoluant actuellement sous les couleurs d'Esteghlal Téhéran (Iran), fête ce 25 avril son 32ème anniversaire. Voici cinq choses à savoir du longiligne avantcentre, très aimé des supporters pour sa combativité sur le terrain et son sens de finisseur devant les filets.

1- Une enfance marquée par une série évène-

ments tristes. « J'ai perdu ma mère très tôt. Et à treize ans, mon ami, avec qui je jouais au baby-foot une heure avant, est mort d'un accident. Souvent je pense à cet ami et ça me donne des forces », confiait-il à propos de son enfance lors d'une interview sur la chaîne Bein sport.

2- Cheick Tidiane Diabaté a décroché deux fois la médaille de bronze lors des éditions 2012 et 2013 de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN), avec l'équipe nationale du Mali.

3- Il a terminé meilleur buteur de la CAN 2012 au Gabon avec trois réalisations, dont un but décisif en quart de finale face au pays organisateur.

4- Le natif de Bamako a été trois fois meilleur buteur des Girondins de Bordeaux (entre 2012 et 2016). Aussi, s'est-il classé meilleur buteur de la Coupe de France en 2013, et meilleur buteur du club italien de Benevento lors de la saison 2017-2018 de série A.

5- Et le meilleur, Cheick Tidiane Diabaté a toujours marqué au moins un but à chacune de ses apparitions avec les Aigles A au stade du 26 mars de Bamako.

Mohamed TOURÉ





Covid-19: La FIFA annonce un fonds d'aide pour sauver le football

e président de la FIFA annonce la création d'un fonds d'aide d'urgence destiné à soutenir le football face à la crise du coronavirus. Il s'agit d'une des trois priorités immédiates dévoilées par Gianni Infantino qui place la santé en tête de liste.

C'était une question de temps. Comme cela s'est passé dans d'autres confédérations, les compétitions interclubs africaines n'ont pas résisté au coronavirus. Après les éliminatoires de la CAN 2021, la Confédération africaine de football s'est finalement résolu à reporter les demi-finales de la Ligue des Champions et de la Coupe de la CAF. Une décision qui n'a rien de surprenant au vu de la crise sanitaire mondiale qui bouleverse tous les calendriers sportifs du monde qui rend la suite de la saison incertaine.

Et même si elle venait à reprendre, il va falloir d'abord résoudre l'équation du réajustement du calendrier. Ce que certains pays ont déjà commencé à faire. C'est le cas du Sénégal où la Fédération a tout simplement décidé d'annuler les Coupes nationales. Mais ailleurs, on s'en préoccupe peu, c'est le cas du Burundi qui n'a pas suspendu son championnat. Une atti-

tude déplorée par le président de la FIFA qui, face l'inquiétude grandissante, a réitéré sa détermination à sauver le football. Gianni Infantino annonce la mise sur pied d'un fonds d'aide bien garni pour permettre à ce sport de survivre à cette crise.

Une situation qui prive le monde de cette passion partagée pour le ballon rond qui ne rebondit presque plus que dans les espaces privés, en cette période de vacances forcées. Car même si les championnats sont à l'arrêt, les joueurs continuent de s'entraîner de façon individuelle. C'est le cas au Cameroun où notre correspondant David Eyengué Nzima est allé à la rencontre de deux pensionnaires du championnat local, Loïc Maxime Feudjou, gardien de l'Union Sportive de Douala et Arouna Dang A Bissene, attaquant de Bamboutos FC de Mbouda qui ont partagé avec lui quotidien.

< HOROSCOPE >>



Bélier (21 mars - 19 avril)

Une situation positive dans le travail vous permet de retomber sur vos pieds. Vous trouvez vos marques, vous pouvez commencer à faire évoluer les projets (si vous en avez) ou à en réaliser des nouveaux. On vous fait entièrement confiance.

Une petite mise en garde s'impose, fin du mois oblige, vous ne pouvez pas dépenser votre argent à tire-larigot. La prudence est votre meilleure alliée. Si vous visez le dernier téléphone à la mode, il faudra attendre encore un peu pour vous l'offrir.



Taureau (20 avril- 19 mai)

Le bel aspect Lune/Mercure apporte de la clarté à votre esprit. Vous avez de bonnes dispositions à vous exprimer et à communiquer. Ces qualités sont indispensables au bon déroulement professionnel, et, cerise sur le gâteau, les relations sont parfaites!

Neptune vous amène des inquiétudes au sujet de vos finances. Des projets dans ce domaine peuvent se voir contrariés, repoussés, ou même annulés. Quoi qu'il en soit, vous avez pu vous lancer dans une proposition utopique, qui vous sensibilise un peu trop.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vos initiatives seront vouées au succès tant qu'elles ne dépendront pas d'actions impulsives. Or Mars en Verseau et Mercure en Bélier provoqueront votre impatience et des exigences. Dans le fond vous aurez raison, mais vous serez rebelle à l'autorité.

Stabiliser vos finances ne sera pas une mince affaire, mais vous finirez par trouver les postes sur lesquels vous pourrez revoir à la baisse leur montant. Une fois tous vos abonnements épluchés, vous en résilierez certains qui feront double emploi.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Pourquoi voulez-vous à tout prix que l'on vous passe devant ? Vous avez des chances pour réussir, il suffit de savoir les utiliser. Votre vie professionnelle ne demande qu'à pouvoir évoluer, vous êtes le seul maître à bord, cher natif. Cher Cancer, vous vous sentez débordé par les événements, votre salaire n'est pas suffisamment important pour combler votre découvert et pour solder vos dettes. Un rendez-vous avec votre banquier semble obligatoire. Vous ne pouvez plus y échapper.



Lion (22 juillet - 23 août)

Attention ami Lion, ne mélangez pas vie affective et vie professionnelle sous peine de vous retrouver piégé entre raison et sentiments. À part ça, des petites jalousies persistantes vous obligent à modifier certaines de vos habitudes. Si vous décidez de jouer aux jeux de hasard, vous avez toutes vos chances de remporter la mise. Notre chère Jupiter vous offre une certaine aisance financière, cependant, ne dilapidez pas votre argent à tout-va. Agissez avec maturité.



Vierge (23 août 23 septmbre)

Votre volonté étant toujours présente, vous semblez être un peu à côté de vos baskets! Vous avez du mal à fournir des efforts, votre esprit est troublé. De l'insatisfaction s'installe, et vous ne vous sentez plus bon à rien! Reprenez-

Vous pourriez recevoir des petits coups de chance, bien agréables. Mais méfiez-vous d'une tendance à l'excès, apportée par Jupiter. N'en faites pas trop tout de même, gardez votre esprit raisonnable et prudent, c'est préférable avec de tels transits.



Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Investi à fond dans ce que vous ferez, vous viserez des objectifs concrets et ferez ce qu'il faudra pour les atteindre. Votre technique sera de définir vos stratégies prioritaires, vous entourer de collaborateurs compétents pour un travail performant.

Vous pourriez avoir un choix à effectuer et demander conseil autour de vous. Vous hésiterez à placer de l'argent, car la somme sera bloquée et vous ne pourrez en disposer ou la laisser sur un compte. Dans ce cas, elle ne vous rapportera pas grand-chose.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous avez du potentiel, et vous le montrez ! Ami Scorpion, vous retravaillez les vieux dossiers. Vous avez des idées sur la façon de faire évoluer votre vie professionnelle. Vos échanges sont porteurs de belles opportunités. Vous êtes vo-

Des dépenses imprévues vous obligent à restreindre les frais. Vous n'avez pas d'autres choix que celui d'être très prudent. Heureusement, vous avez la possibilité de rééquilibrer votre budget grâce à une aide providentielle, n'attendez pas.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Tout ce qui touche au relationnel est facilité aujourd'hui, du coup, les contacts de travail vous apportent de bons retours. Vous savez convaincre avec les bons arguments. Si vous travaillez en équipe, l'ambiance en groupe est agréable. Votre comptabilité mérite toute votre attention. Entre les dépenses et les charges quotidiennes qui passent sur votre compte, il faut absolument trouver un moment dans la journée pour faire vos comptes. Vous ne pourrez pas y échapper.



Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Vous faites preuve d'une grande intuition, et vos idées sont brillantes. Votre intellect semble fonctionner à cent à l'heure, et vous parvenez à communiquer des suggestions à vos collègues d'une manière habile et convaincante, avec beaucoup de maîtrise.

Des opportunités pourraient se présenter sans même que vous en ayez conscience! Soyez attentif, des petits riens peuvent semer de grandes choses, et vous faciliter la vie! Mais Jupiter peut également vous pousser à l'excès, sachez agir en conséquence.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Votre camp sera choisi. Vous préférerez rentrer dans le moule plutôt que de faire partie des contestataires. Votre résolution sera pesée, car vous n'aurez rien à gagner en prenant de front cette décision et vous choisirez plutôt le dialoque constructif.

Le transit de Jupiter dans votre maison XII contribuera à vous protéger matériellement, mais surtout à consolider votre budget. Sous son influence, vous regarderez beaucoup mieux les différents tarifs et les options avant d'effectuer un achat conséquent.



Poisson (19 février - 21 mars)

Votre position professionnelle est renforcée. Au travail vous consolidez vos acquis. Vous pensez à votre situation financière (c'est lié), et ça vous réconforte. Vous avez besoin de faire valoir vos compétences. Une belle réussite vous attend

Les experts financiers vous poussent à faire des placements, cher Poissons, c'est l'occasion où jamais de penser à votre avenir. Si quelques petites complications persistantes sont toujours d'actualité, rassurez-vous, ça ne dure pas.

UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS!



Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tel.: (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax.: (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

